

# • Pour une stratégie mondiale de la révolution

Texte présenté par

**Michelle Bayvet (DPN)**  
**Denis Berger (Paris)**  
**Claude Boutet (DPN)**  
**Manuel Bridier (DPN)**  
**Robert Chevallier (Paris)**  
**Yvan Craipeau (DPN)**  
**Maguy Guillien (DPN)**  
**Jacques Kergoat (DPN)**  
**Christian Leucate (DPN)**  
**Robert Parys (DPN)**  
**Pierre Régnier (DPN)**  
**Philippe Simon (DPN)**  
**Jean-Claude Vessillier (Paris)**  
**Jean-Marie Vincent (Paris)**

Les contraintes qui nous ont été imposées font que ce texte n'est que le résumé du texte d'orientation que nous avons initialement prévu. D'où son caractère souvent schématique, que nous regrettons.

## 1. - CRISE DE L'IMPERIALISME ET REVOLUTION PERMANENTE

### 1.1. - La crise générale du capitalisme.

La période historique actuelle est celle du passage de la société capitaliste à la société socialiste, amorcé par la révolution d'Octobre. Dans sa phase ultime, cette période est caractérisée par l'extension du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale, l'unité du marché capitaliste mondial, l'aggravation et la généralisation des contradictions politiques, économiques et sociales engendrées par l'impérialisme.

La contradiction fondamentale est la contradiction antagonique de classe qui résulte de l'extension mondiale du mode de production capitaliste. Les

autres contradictions lui sont subordonnées. Il s'agit de contradictions non antagoniques, à l'intérieur d'un système qui n'est pas fondamentalement remis en cause.

Cette constatation entraîne les conclusions stratégiques suivantes :

a - Nous devons rejeter la conception « tiers-mondiste » selon laquelle le capitalisme aurait neutralisé la lutte des classes dans les centres impérialistes et ne pourrait plus être menacé que de l'extérieur.

b - Nous devons rejeter l'erreur symétrique selon laquelle des luttes révolutionnaires victorieuses ne peuvent être menées que dans les centres industriels.

c - Nous devons rejeter toute stratégie fondée sur la surestimation des conflits inter-impérialistes et des oppositions entre Etats. La volonté de constituer un front anti-impérialiste mondial, intégrant les impérialismes secondaires ou les bourgeoisies nationales à la lutte contre l'impérialisme principal américain, n'est que la reproduction à l'échelle internationale de la stratégie anti-monopoliste préconisée par le PC.

d - Notre conception stratégique est au contraire fondée sur la primauté de la lutte des classes. Elle implique l'autonomie des forces révolutionnaires prolétariennes à tous les niveaux et le développement des luttes dans tous les pays, en fonction des conditions propres et en liaison avec les autres forces mondiales. Elle fait passer la ligne principale du conflit à l'intérieur de chacun des Etats et non entre eux. Elle est contradictoire avec les interprétations de la notion de « coexistence pacifique », conçue comme un partage du monde et une contribution des pays dits socialistes au freinage de la révolution mondiale.

### 1.2. - Les chances de rupture et les perspectives de la transition.

Les chances d'une rupture révolutionnaire ne sont

les plus grandes ni dans les pays capitalistes les plus développés, ni dans les zones les plus pauvres du monde, mais dans les pays intermédiaires qui constituent les « maillons les plus faibles » de la chaîne, c'est-à-dire les pays où le développement du capitalisme est suffisant pour engendrer des contradictions sociales déterminantes, mais insuffisant pour qu'il lui soit possible de les neutraliser et de les exporter. Tels sont les pays du « Tiers Monde » les plus profondément touchés par l'extension des rapports capitalistes de production et les pays de l'Europe occidentale où les contradictions internes sont les plus fortes.

Le niveau de conscience et d'organisation du prolétariat, l'expérience historique des mouvements ouvriers nationaux sont aussi un facteur essentiel dans l'appréciation des zones de rupture.

### 1.3. - Révolution permanente, révolution mondiale.

Ces possibilités de rupture dans les limites nationales donnent à chaque mouvement révolutionnaire la responsabilité de préparer et de faire la révolution dans les conditions spécifiques de son pays.

Il n'en résulte nullement que l'édification du socialisme soit possible dans un seul pays. Elle ne l'est pas plus aujourd'hui qu'hier. La nécessité des relations, même réduites, avec le marché mondial, ne permet pas en effet d'éliminer complètement la loi de la valeur. La tension avec les secteurs capitalistes du monde rend en outre impossible un dépérissement rapide de l'Etat. Si la phase initiale de la transition peut donc s'ouvrir dans les limites nationales, son achèvement n'est possible qu'à l'échelle mondiale et suppose que la priorité soit donnée à la stratégie internationale.

Une telle stratégie ne peut être enfin morcelée ni dans le temps ni dans l'espace. L'existence même de l'impérialisme mondial prive les bourgeoisies nationales du moyen de réaliser leurs propres objectifs — les objectifs de la révolution démocratique bourgeoise. Dans ces conditions, l'étape de la démocratie nationale est illusoire et ne saurait constituer un palier pour le développement d'une nouvelle étape socialiste. Seul le prolétariat peut mener à bien la réalisation des objectifs de la révolution démocratique et les dépasser par un processus continu de révolution permanente, en posant les objectifs de la révolution socialiste, dès la première phase. Seule l'action organisée du prolétariat mondial peut assurer le passage de la révolution démocratique à la révolution socialiste, aboutissement nécessaire de la crise actuelle.

**L'état actuel des forces productives mondiales comme les nécessités objectives de**

**l'instauration de nouveaux rapports sociaux de production** interdisent de penser qu'une expérience de transition puisse se développer en totale **autarcie**, en rupture complète avec le marché international. Aucune victoire définitive du prolétariat ne peut être acquise par la seule lutte de classe interne à un pays ou à un « bloc » isolé de pays : la révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. « **Car le prolétariat ne peut exister qu'à l'échelle universelle de même que le communisme qui en est à l'action ne peut absolument pas se rencontrer autrement qu'en tant qu'existence historique universelle.** » (Karl Marx, Idéologie allemande).

## 2. - LA SOCIÉTÉ DE TRANSITION.

2.1. - Le prolétariat ne peut engager la transition vers le socialisme qu'à une double condition de départ : la prise du pouvoir d'Etat et la destruction des formes bourgeoises de l'appareil d'Etat ; la suppression de la propriété privée des moyens de production, leur appropriation collective, l'introduction de la planification socialiste.

Mais un mode de production socialiste ne s'instaure pas par décret. Des rapports de type capitaliste continuent d'exister à côté de rapports socialistes. L'exercice effectif de l'hégémonie prolétarienne par la démocratie soviétique de masse peut être menacé ; des rapports d'exploitation peuvent se reproduire à l'intérieur même de la société de transition.

2.2. - La révolution socialiste d'octobre 1917 a instauré une dictature du prolétariat qui s'est révélée capable de bouleverser considérablement le monde contemporain. Depuis 1917, une nouvelle période s'est ouverte dans l'histoire de l'humanité : celle du passage du capitalisme au socialisme. Mais, sous la direction de Staline, le parti en fait s'identifia de plus en plus aux couches privilégiées d'un appareil d'Etat séparé des masses.

La dictature au nom du prolétariat se transforma en dictature sur le prolétariat. Dans cette véritable contre-révolution, faite au nom du « socialisme dans un seul pays », la bureaucratie soviétique ne pouvait suivre la voie de retour au capitalisme sans mettre en cause sa propre cohésion. Elle dut nécessairement procéder à une industrialisation étatique qui limitait considérablement le champ d'action des lois du marché.

Pour autant, le développement des antagonismes sociaux en URSS ne se résume pas à l'opposition entre la bureaucratie politique et les masses. Les formes spécifiques de rapport d'exploitation qui

tendent à se reproduire en URSS sont porteurs de contradictions de classe d'un type nouveau. Il se dégage ainsi une tendance contraire à la transition socialiste, mais proclamer la restauration du capitalisme — mystérieusement datée de Kroutchev et du 20<sup>e</sup> congrès — ne permet aucunement de rendre compte des contradictions actuelles de l'URSS et des démocraties populaires. Quelle que soit l'évolution du rapport de forces entre bureaucratie et technocratie, l'URSS et les démocraties sont grosses d'une révolution portée par la classe ouvrière et socialiste dans ses perspectives, qui devra s'affirmer contre toutes les tentatives pour revenir au capitalisme.

2.3. - La révolution culturelle chinoise a tenté de redonner sa juste place à l'affirmation idéologique et politique du prolétariat.

Pour ne pas perdre le contact avec les masses, pour conserver au parti sa souplesse d'intervention politique, le groupe maoïste a déclenché un grand mouvement de rectification, mais s'est transformé très rapidement en processus révolutionnaire en fonction de la résistance du secteur le plus conservateur du parti et en fonction de l'irruption des masses sur la scène politique.

Pendant une courte période, on vit même se développer une mise en question radicale de la séparation entre le pouvoir et les masses, séparation s'exprimant par la mise hors d'atteinte du pouvoir d'Etat et de l'armée. Depuis, le coup d'arrêt de 1967 contre les « gauchistes », le 9<sup>e</sup> congrès, l'épuration de Tchen Po-Ta et de Lin Piao ont été autant d'étapes vers une reprise en main bureaucratique, vers une normalisation qui remet les masses en tutelle.

2.4. - En ce qui concerne la politique internationale, la formulation kroutchevienne de la coexistence pacifique n'a fait que poursuivre les données mêmes de la politique stalinienne.

Cette attitude, culminant avec la répression contre les conseils ouvriers hongrois et l'agression contre le peuple tchécoslovaque, a fait de l'URSS une grande puissance contre-révolutionnaire, la principale gardienne du statu quo au niveau mondial.

La politique internationale de la direction chinoise s'est d'abord inspirée du fait qu'elle ne trouvait aucun intérêt au maintien du statu quo mondial. La critique qu'elle a ainsi portée contre la politique soviétique a largement permis de mettre en évidence le caractère réactionnaire de la politique de « coexistence pacifique ». Dès cette époque cependant, la direction chinoise n'évita pas un certain nombre d'erreurs : le soutien à Soekarno et au Nasakom qui aboutit au massacre des

communistes indonésiens, comme le soutien sans nuance à la direction attentiste et droitière du Fath. De même, les déclarations révolutionnaires avaient tendance à s'estomper dès qu'entraient en jeu les intérêts nationaux de la Chine. Les exemples, hélas, abondent. Dans le contexte de la visite à Pékin du président Nixon, il est à craindre que pour une longue période, les intérêts nationaux de la Chine ne l'emportent sur le soutien actif aux luttes révolutionnaires dans le monde.

2.5. - L'examen des diverses expériences de transition ne nous donne certes pas un schéma idéal que les révolutionnaires n'auraient ensuite qu'à appliquer minutieusement. Mais les phénomènes de bureaucratisation peuvent, par exemple, être combattus à plusieurs niveaux. D'abord, bien sûr, par la lutte contre les privilèges matériels et par l'éligibilité et la révocabilité à tous les niveaux. Ensuite, par une compréhension correcte des rapports entre l'avant-garde et les masses. Les révolutionnaires doivent multiplier les formes de démocratie ouvrière et d'intervention directe des travailleurs dans l'organisation politique de l'Etat, développer l'autogestion ouvrière et renforcer toutes les organisations de la classe, favoriser l'expansion de la révolution mondiale afin de rompre leur isolement.

### 3. - LES LUTTES DE LIBERATION NATIONALE.

3.1. - Les peuples en lutte contre la domination impérialiste constituent, avec les pays en transition vers le socialisme et le prolétariat des pays impérialistes eux-mêmes, l'une des trois faces du mouvement révolutionnaire dans le monde. L'irruption sur la scène de l'après-guerre des luttes anti-impérialistes a renversé le rapport des forces mondial aux dépens du capitalisme, a obligé l'impérialisme à combattre, a empêché aussi la stabilisation qu'institutionnalisait la politique de coexistence pacifique.

Mais les luttes victorieuses de libération nationale ne pouvaient à elles seules abattre l'impérialisme, pas plus qu'elles n'ont durablement handicapé la relative stabilité du capitalisme.

3.2. - Dans le cadre du compromis passé entre les intérêts impérialistes et les bourgeoisies nationales, pour une nouvelle alliance de classes à l'échelle mondiale et pour l'exploitation conjointe des populations, le néo-colonialisme concéda aux pays dominés les formes juridiques de l'indépendance. Derrière cette façade, l'impérialisme consolidait en fait sa domination. A la même époque, on assistait à travers le monde à l'éclosion de toute une série de « révolutions nationales » se

réclamant peu ou prou du socialisme. Dans certains cas, ces Etats ont pu préserver quelque temps leur indépendance. Par contre, leur « socialisme » n'a jamais été que verbal. C'est notamment le cas, en Algérie, du gouvernement d'Houari Boumediène. Les révolutionnaires se doivent donc de ne pas laisser subsister de doutes sur leur « socialisme ». Il s'agit bel et bien de régimes capitalistes, qui feront toujours passer au premier plan la lutte contre leur propre prolétariat.

3.3 - Dans la plupart des pays dominés et notamment dans tous les pays d'Amérique latine, seule la lutte armée offre des perspectives sérieuses pour l'action des masses. Grâce à l'expérience de la révolution cubaine, il est clair aujourd'hui que les schémas stalinien et réformiste de « révolution par étapes » et du « passage pacifique au socialisme », y sont inopérants.

Mais il importe de préciser :

- que la lutte armée et le travail de masse doivent se combiner à la campagne comme à la ville ;
- que la lutte armée ne permet pas d'esquiver les tâches de construction d'un parti révolutionnaire.

3.4. - Les luttes de libération nationale ne peuvent être achevées qu'avec la révolution socialiste. C'est en fonction de cette perspective que doivent être posés les problèmes d'alliance dans les mouvements de libération. Des conceptions éclectiques dans ce domaine, (l'alliance avec les « princes patriotes » par exemple) ont beaucoup nui au développement révolutionnaire dans le passé.

En définitive, seule la direction des organisations qui se réclament du prolétariat, même si celui-ci est numériquement faible, garantit la réalisation des tâches démocratiques bourgeoises et la possibilité pour le mouvement de déboucher sur des luttes pour le socialisme.

#### **4. - LA LUTTE MONDIALE CONTRE L'IMPERIALISME ET LE ROLE DETERMINANT DE LA GUERRE DU VIETNAM.**

4.1. - La révolution indochinoise ne saurait être considérée comme un conflit local, l'un des divers fronts, parmi d'autres, où les peuples en lutte pour leur libération nationale attaquent l'impérialisme.

La nature des forces qui conduisent la lutte des peuples indochinois, et par suite, les objectifs du mouvement et le type de mobilisation des masses distinguent radicalement la guerre d'Indochine des autres guerres de libération nationale.

De ce facteur politique, découle l'importance de l'issue de la révolution indochinoise pour le cours des luttes contre l'impérialisme sur les autres fronts.

4.2. - Contre ceux qui estiment inutiles les activités de soutien — puisque la « guerre du peuple est invincible » —, tout faire pour assurer la victoire de la révolution vietnamienne reste donc le premier devoir des révolutionnaires.

Car s'il est juste d'affirmer qu'au plan de la période historique l'impérialisme sera défait, il est par contre erroné d'affirmer qu'une lutte se situant dans un cadre national est nécessairement victorieuse : il est certes souhaitable de « compter sur ses propres forces », mais les forces de chacun dépendent, aussi du rapport des forces global.

4.3. - L'impérialisme secondaire français doit être directement combattu en tant qu'agent de l'impérialisme mondial, allié tant à la fois dépendant et concurrent de l'impérialisme principal américain. Lutter en permanence contre l'impérialisme français sous toutes ses formes constitue une tâche décisive. Les révolutionnaires doivent :

- soutenir le droit à l'indépendance des peuples des DOM - TOM, appuyer concrètement leurs luttes en respectant la pleine responsabilité des organisations révolutionnaires pour la définition des objectifs immédiats et transitoires ;
- dans les anciennes colonies d'Afrique, et dans les autres pays où il tente de s'implanter, dénoncer et combattre l'impérialisme français sous toutes ses formes (accords néo-coloniaux, fournitures d'armes, soutien aux régimes racistes et colonialistes, etc..) en liaison avec toutes les forces anti-impérialistes des pays dominés ;
- favoriser, sans assimilationnisme ni paternalisme révolutionnaire, l'insertion du prolétariat immigré dans les luttes de classes menées en France, afin que l'agitation anti-impérialiste dans l'immigration se fasse sur une base de classe ;
- appuyer les organisations de masse des travailleurs immigrés et soutenir les courants révolutionnaires nationaux existants ou en formation.

#### **5. - L'EUROPE BOURGEOISE ET LES LUTTES OUVRIERES.**

5.1. - L'Europe constitue l'un des points faibles de la chaîne capitaliste, l'un de ceux où les possibilités de rupture sont les plus grandes.

Les institutions européennes — et en particulier le Marché Commun — sont un instrument de la rationalisation rendue nécessaire, pour le capitalisme, par l'aggravation des conflits inter-impérialistes et le développement des firmes transnationales. Ces institutions sont elles-mêmes l'un des enjeux de la lutte des fractions au sein de la classe dirigeante.

Le mouvement ouvrier n'a pas à choisir entre les diverses modalités envisagées par la bourgeoisie pour assurer la poursuite de son exploitation. Il ne saura ni combattre les institutions européennes en tant que telles au nom des intérêts de la bourgeoisie « nationale », ni s'allier au capitalisme « européen » sous le prétexte fallacieux qu'une Europe intégrée constituera un cadre plus favorable à la transition vers le socialisme.

5.2. - Il apparaît au contraire qu'une telle intégration renforcerait le capitalisme européen, en permettant une intervention plus efficace de ses institutions (y compris les institutions militaires). La stratégie du mouvement ouvrier doit donc être fondée sur l'exploitation des conflits engendrés par la tentative de rationalisation capitaliste du Marché Commun, à la fois au sein de la Communauté européenne et à l'extérieur (lutttes de classes contre les conséquences du Marché Commun dans les pays qui en sont membres ; réactions populaires contre l'intégration au MCE en Grande-Bretagne, en Irlande et dans les pays Scandinaves).

5.3. - Le développement d'une telle stratégie exige une coopération plus étroite des lutttes en Europe. Il faut à cet égard poursuivre et systématiser les expériences de rencontres et d'actions communes au sein des firmes transnationales dans les divers pays européens. Il faut étendre dans ce domaine la signification et les limites des organisations de masse, notamment des syndicats, et envisager les formes d'action et d'organisation nécessaires pour y exercer une influence efficace. En aucun cas, les actions entreprises, ne devront revêtir le caractère d'une bataille institutionnelle à l'intérieur des mécanismes du MCE, mais celui d'une contestation et d'une remise en cause de ces mécanismes eux-mêmes.

## 6. - L'INTERNATIONALE

6.1. - Il importe que le mouvement révolutionnaire fasse de la définition d'une stratégie révolutionnaire mondiale un de ses objectifs essentiels, en fonction duquel seront précisés et élaborés les aspects nationaux de sa politique. L'élaboration d'une telle stratégie est étroitement liée à l'existence d'une organisation révolutionnaire internationale capable de :  
— faire l'analyse de la situation mondiale à partir d'une confrontation entre les militants engagés dans les lutttes des différents secteurs de la révolution ;

— déterminer les batailles principales à mener ;  
— assurer, en fonction de ces prises de position, la mobilisation et la coordination des lutttes à l'échelle mondiale.

Il s'agit donc d'un objectif central pour toute la période historique à venir.

6.2. - Il faut se garder de concevoir la lutte pour une internationale révolutionnaire sous la forme d'un processus de croissance simple à partir d'un moyen politiquement homogène. Il serait tout aussi vain d'attendre la cristallisation d'un mouvement révolutionnaire organisé de l'apparition d'un Etat révolutionnaire pilote, jouant un rôle identique à celui de l'Union Soviétique après la révolution d'octobre.

Notre tâche consiste à envisager les diverses étapes de construction d'une nouvelle internationale révolutionnaire qui ne pourra revêtir de caractère centralisé qu'au terme d'une série d'expériences transitoires. Brûler ces étapes reviendrait à constituer un état-major international avec lequel les lutttes dans les divers pays n'auraient d'autre rapport que bureaucratique. Il nous faut, en particulier, tenir compte de l'extrême diversité d'origine et de formation des divers secteurs du mouvement révolutionnaire mondial, aussi bien que de la très grande méfiance allant parfois jusqu'à un repli sur des perspectives purement nationales qu'a engendrées l'hypercentralisme bureaucratique de la période stalinienne.

6.3. - C'est pourquoi le PSU doit se fixer pour tâche au cours de la prochaine période :

— **l'unité d'action des organisations révolutionnaires partageant les perspectives et la méthode qui sont nôtres.** Cette unité d'action doit s'effectuer prioritairement dans les secteurs où une communauté de situation implique des tâches communes : pays capitalistes avancés d'Europe occidentale, pays soumis à la domination d'un même impérialisme (par ex., avec les pays opprimés par l'impérialisme français, des DOM au Tchad). Elle se manifestera également pour l'organisation de la lutte en faveur des secteurs clés de la lutte révolutionnaire mondiale (Vietnam) ;  
— **la liaison permanente, par le biais d'un débat sur les perspectives internationales et le programme, avec toutes les organisations et les mouvements en lutte qui, dans le monde entier, se réclament du marxisme révolutionnaire.**